



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE

Date de Publication : 01/12/2021

N° : 2021/235

DELIBERATIONS DE LA SEANCE DU CONSEIL DE TERRITOIRE DU 5 OCTOBRE 2021

ORDRE DU JOUR

CT4/051021/1 - Etat Spécial de Territoire (EST) – Adoption du Budget supplémentaire de l'exercice 2021

CT4/051021/2 - Approbation du rapport annuel 2020 sur le prix et la qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

CT4/051021/3 - Rapport Annuel 2020 sur le Prix et la Qualité du Service Prévention et Gestion des Déchets Métropolitains

CT4/051021/4 - Attribution d'une subvention à l'association Art'Euro pour l'exercice 2021

CT4/051021/5 - Subvention pour action entre le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et l'Office de Tourisme Intercommunal du Pays d'Aubagne et de l'Etoile – Abrogation de la délibération n°CT4/130421/9 du 13 avril 2021

CT4/051021/6 - Budget Annexe assainissement du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile - Affectation des résultats de l'exercice 2020

CT4/051021/7 - Budget Annexe du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile - Adoption du Budget Supplémentaire de l'exercice 2021

CT4/051021/8 - Approbation d'une convention avec la ville d'Aubagne pour la restauration collective et la fixation du tarif des repas sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

CT4/051021/9 - Présentation des rapports annuels 2020 des exploitants (régies et SPL) des services publics de l'assainissement et de l'eau potable sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

CT4/051021/10 - Approbation du rapport annuel 2020 sur le Prix et la Qualité des Services Publics de l'eau potable et de l'assainissement métropolitain et des six rapports annuels 2020 sur le Prix et la Qualité des Services Publics de l'eau potable et de l'assainissement des Conseils de Territoire métropolitain

CT4/051021/11 - Clôture du contrat de mandat de travaux confié à la SPL Façonéo relatif à l'opération " Réhabilitation d'une bergerie sur le site naturel de la Font de Mai à Aubagne"

CT4/051021/12 - Clôture du contrat de mandat de travaux confié à la SPL Façonéo relatif à l'opération " Rénovation des restanques et aménagement des accès - Domaine de la Font de Mai à Aubagne"

CT4/051021/13 - Clôture du contrat de mandat de travaux confié à la SPL Façonéo relatif à l'opération " Aménagement scénographique de la ferme - Domaine de la Font de Mai à Aubagne"

CT4/051021/14 - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM CDC Habitat Social pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 24 logements sociaux dénommée Route des Vignerons PLUS-PLAI située Impasse du Pas de Trets à La Destrousse - Abrogation de la délibération FAG 008-3591/18/CM du 22 mars 2018

CT4/051021/15 - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM CDC Habitat Social pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 5 logements sociaux dénommée Route des Vignerons PLS située Impasse du Pas de Trets à La Destrousse

CT4/051021/16 - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 57 logements sociaux dénommée ZAC des Vigneaux PLUS-PLAI située Lieudit Les Vigneaux à Cuges-Les-Pins - Abrogation de la délibération FAG 020-2678/17/CM du 19 octobre 2017

CT4/051021/17 - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 24 logements sociaux dénommée ZAC des Vigneaux PLS située Lieudit Les Vigneaux à Cuges-Les-Pins - Abrogation de la délibération FAG 021-2679/17/CM du 19 octobre 2017

CT4/051021/18 - Approbation d'un protocole transactionnel visant à indemniser la société SUEZ RV Méditerranée relatif à l'exploitation des bas de quai des déchèteries et du centre de transfert du Pays d'Aubagne et de l'Etoile suite à la première vague de pandémie de Covid 19, au printemps 2020

CT4/051021/19 - Approbation d'une convention de gestion de l'Espace de la Confluence avec la commune d'Auriol

CT4/051021/20 - Concession ZAC de la Chapelle à La Bouilladisse - Approbation du Compte-Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2020 de la SPL Façonéo

CT4/051021/21 - Concession ZAC de la Chapelle à La Bouilladisse – Approbation de l'avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie avec la SPL Façonéo

CT4/051021/22 - Clôture de la convention d'aménagement liée à l'opération d'aménagement « Extension de la ZI des Paluds » à Aubagne avec la SEM Façonéo et approbation d'un protocole foncier

CT4/051021/23 - Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile – Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement « Requalification sécurisation QPV-QVA Aubagne »

CT4/051021/24 - Approbation de l'avenant n°1 à la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la SPL Façonéo et la RDT13 pour l'avitaillement des bus GNV du réseau des Lignes de l'Agglo sur le dépôt de Gémenos-Aubagne de la RDT13

CT4/051021/25 - Approbation de l'avenant n°1 au contrat de mandat de Maîtrise d'Ouvrage déléguée confié à la SPL Façonéo pour la réalisation d'une voirie d'accès au pôle d'échanges multimodal d'Aubagne

CT4/051021/26 - Approbation du bilan de la concertation préalable pour l'extension de la ligne de tramway entre Aubagne et La Bouilladisse (VAL'TRAM)

CT4/051021/1

**Sur le rapport de Serge PEROTTINO
Etat Spécial de Territoire (EST) – Adoption
du Budget supplémentaire de l'exercice
2021**

L'Etat Spécial de Territoire a été voté le 17 décembre 2020 par l'adoption du budget primitif 2021 par le Conseil de la Métropole. Il convient de procéder à des ajustements de crédits qui seront inscrits dans le cadre de la proposition au vote du budget supplémentaire du prochain Conseil de la Métropole.

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence a notifié le montant de la dotation de gestion attribué à notre territoire qui tient compte de ces ajustements pour l'exercice 2021 :

- Au titre de la dotation de fonctionnement : 5 906 000 euros
- Au titre de la dotation d'investissement : 5 821 900 euros.

Ainsi, suivant l'instruction budgétaire M57, il est proposé d'approuver l'équilibre de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile pour l'exercice 2021 en dépenses et en recettes.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération CT4/130720/1 du Conseil de territoire du 13 juillet 2020 portant élection du Président de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;

- La délibération du 15 avril 2021 portant délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La délibération CT4/181120/1 du 18 novembre 2020 approuvant le Budget primitif 2021 de l'Etat Spécial de Territoire par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- Le Budget primitif 2021 adopté le 17 décembre 2020 du Conseil de Métropole ;
- La Décision modificative N° 1 du Budget primitif de l'Etat spécial de Territoire du 18 février 2021 du Conseil de Métropole ;
- La Décision modificative N° 2 du Budget primitif de l'Etat spécial de Territoire du 15 avril 2021 du Conseil de Métropole ;
- La Décision modificative N° 3 du Budget primitif de l'Etat spécial de Territoire du 4 juin 2021 du Conseil de Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que l'Etat Spécial de Territoire, prévu à l'article L. 5218-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, est établi en section de fonctionnement et section d'investissement, tant en recettes qu'en dépenses ;
- Que l'Etat Spécial de Territoire est voté par chapitre en fonctionnement et en opérations sous mandats en investissement.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile approuve l'Etat Spécial de Territoire arrêté aux chiffres inscrits à la Balance Générale du budget supplémentaire 2021. Il s'équilibre en dépenses et en recettes comme indiqué ci-après :

Section de Fonctionnement 0 euros
Section d'Investissement - 80 100.00 euros

Article 2 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/051021/2

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Approbation du rapport annuel 2020 sur le prix et la qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera saisi prochainement d'un rapport présentant le rapport annuel sur le prix et la qualité de service pour l'ensemble des Territoires constituant la Métropole.

La loi n° 95-101 du 2 février 1995, relative au renforcement de la protection de l'environnement, a introduit diverses réformes dans la gestion des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Cette loi s'inscrit dans une perspective de transparence vis-à-vis des élus et des consommateurs. L'article 73 de cette loi, et le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) dans ses articles D2224-1 à D2224-5 et ses annexes V et VI, prévoient la réalisation d'un rapport annuel du Président sur le prix et la qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Ce rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement collectif et non collectif a pour objet de préciser les missions et les objectifs du service public de l'eau potable et de l'assainissement. Il détaille un certain nombre d'indicateurs d'activité du service et prend en compte le cas échéant l'analyse des rapports annuels des gestionnaires et des rapports d'activité des délégataires.

- La SPL Eau des collines, titulaire du contrat de gestion du service public de l'assainissement collectif et non collectif de l'ensemble des 12 communes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a remis son rapport annuel pour l'exercice 2020 ;
- La SPL Eau des collines, titulaire du contrat de gestion du service public de l'eau sur les

communes d'Aubagne, Cuges-les-Pins, la Penne-sur-Huveaune et Saint-Zacharie du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a remis son rapport annuel pour l'exercice 2020 ;

- La Régie des Eaux et de l'Assainissement du bassin Minier et du Garlaban (ex Sibam) titulaire du contrat de gestion de l'eau sur les communes de Belcodène, Cadolive, La Bouilladisse, La Destrousse, Peypin, Saint Savournin et Roquevaire du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a remis son rapport annuel pour l'exercice 2020 ;
- La SAUR, titulaire du contrat de délégation du service public de l'eau sur la commune d'Auriol du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a remis son rapport d'activité pour l'exercice 2020.

Pour l'année 2020, un rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement Métropolitain (document de synthèse) a été réalisé à partir des RPQS des 6 Territoires.

Le rapport Métropolitain ainsi que le RPQS du Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile sont présentés respectivement pour avis et approbation au Conseil de Territoire.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- L'arrêté du 2 décembre 2013 modifiant l'arrêté du 2 mai 2007 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que les services publics de l'eau et de l'assainissement doivent faire l'objet d'un rapport annuel relatif à leur prix et à leur qualité ;
- Que le rapport Métropolitain ainsi que le RPQS du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile sont présentés respectivement pour avis et approbation au Conseil de Territoire.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile prend acte du Rapport Annuel sur le Prix et la Qualité du Service Public de l'eau potable et de l'assainissement sur son territoire pour l'exercice 2020, ci annexé.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ
2 non-participations au vote : Serge
PEROTTINO et Michel LAN**

CT4/051021/3

**Sur le rapport de Jean-Marie LEONARDIS
Rapport annuel 2020 sur le prix et la
qualité du service public de prévention et
de gestion des déchets du Territoire du
Pays d'Aubagne et de l'Etoile**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire soumet aux membres du Conseil de Territoire le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

La loi du 17 août 2015, relative à la transition énergétique, a instauré de nouvelles dispositions en matière de prévention et de gestion des déchets.

Le décret N°2015-1827 du 30 décembre 2015, s'inscrit dans cette loi en précisant les futures indicateurs techniques et financiers qui doivent figurer dans les rapports annuels sur les prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers.

Le présent rapport présente des indicateurs techniques et financiers tenant compte de cette évolution réglementaire.

Tous les indicateurs de référence sont basés sur la population INSEE en vigueur au 1^{er} janvier 2020.

Pour assurer le service de proximité à la population, ce sont 165 agents en régie, 58 véhicules et matériels techniques 4 déchèteries, 2 centres de transfert, 1 centre de tri et 2 centres de traitement des déchets résiduels qui ont été mobilisés.

Au total, 73 661 tonnes de déchets ménagers et assimilés ont été collectés et traités au niveau du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, soit 689 Kg/hab./an (20% des tonnages partent en valorisation matière et organique, 2% des tonnages partent en valorisation énergétique et 67% sont enfouis en ISDND de classe II et 11% orientés en ISDND en classe III).

Le coût complet global de la compétence pour l'année 2020 est de 181,24 € TTC /habitants ou de 262,91 € TTC /tonne.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne
et de l'Etoile,**

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La loi du 17 août 2015, relative à la transition énergétique, a instauré de nouvelles dispositions en matière de prévention et de gestion des déchets ;
- Le décret N°2000-404 du 11 mai 2000 fixe les modalités de présentation, le contenu de ce rapport et sa mise en œuvre à partir de 1999 ;
- Le décret N°2015-1827 du 30 décembre 2015, s'inscrit dans cette loi en précisant les futurs indicateurs techniques et financiers qui doivent figurer dans les rapports annuels sur les prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

PREND ACTE de la communication du rapport annuel 2020 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/051021/4

Sur le rapport de Danielle MENET

Attribution d'une subvention à l'association Art'Euro pour l'exercice 2021

Compte tenu de la politique d'actions en matière de culture qu'elle met en place en direction de la population, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

L'association Art'Euro a pour but la création, la production, la promotion, la diffusion et la représentation de spectacles vivants, l'organisation et l'encadrement d'ateliers artistiques et/ou techniques, la formation ainsi que la diffusion et les échanges culturels avec les autres pays de la Communauté Européenne.

L'association est soutenue cette année pour

l'organisation du Festival International de Cirque et des Arts de la Rue – Festimôme qui fête son 20^{ème} anniversaire. Dans le contexte de la crise sanitaire et des difficultés engendrées, elle souhaite pouvoir organiser une manifestation exceptionnelle pour sa 20^{ème} édition et sollicite en conséquence l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2021, dossier Astre N°2021_01148.

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole, les modalités de versement de la subvention se feront comme suit :

- un acompte de 80 % (dans la limite de 80% de la subvention votée).

La demande de versement de la subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui atteste l'utiliser conformément à son affectation.

- le solde de 20 % sera versé sur production, au plus tard le 30 juin de l'année N+1, du compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée, des comptes annuels de l'association, lesquels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire aux comptes, du rapport d'activité et du procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités.

Conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'association facilitera le contrôle par le Territoire de la réalisation de l'objectif en particulier par l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et à tout autre document dont la production serait jugée utile. Si nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par le Territoire. Le refus de communication des pièces entraînera le remboursement de la subvention.

Dans cette même optique, une évaluation de la réalisation des objectifs poursuivis sur un plan quantitatif et qualitatif, pourra être réalisée en cours d'année. A ce titre, une réunion pourra être organisée par le Territoire avec l'association qui participe pleinement à cette évaluation. Le non-respect par l'association de cette obligation se traduira par des demandes d'explications pouvant, le cas échéant, occasionner le remboursement total ou partiel de la subvention.

L'association s'engage à apposer, sur tous les supports de communication relatifs à l'opération soutenue par le Territoire, son logo en respectant la charte graphique métropolitaine et

à y faire apparaître la participation financière du Territoire.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative aux modalités de décisions d'octroi de subventions aux associations par les Conseils de Territoire ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 portant adoption du règlement budgétaire et financier.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la manifestation Festimôme favorise à l'accès à la culture pour tous ;
- Qu'elle contribue au rayonnement culturel du Territoire.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement spécifique à l'association ART EURO d'un montant de 7 000€ au titre de l'exercice 2021.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le budget État Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en fonctionnement dépenses, au chapitre 65, nature 65748.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/051021/5

Sur le rapport de Danielle MENET

Subvention pour action entre le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et l'Office de Tourisme Intercommunal du Pays d'Aubagne et de l'Etoile – Abrogation de la délibération n°CT4/130421/9 du 13 avril 2021

Le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a approuvé, par délibération n°CT4/130421/9 en date du 13 avril 2021, une subvention pour action entre le Territoire du Pays d'Aubagne et l'Office de Tourisme Intercommunal (OTI) du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

En raison de l'épidémie de COVID 19, de la crise sanitaire qu'elle a causée, l'action qui devait être menée, dans le cadre de cette délibération pour action, n'a pu être menée telle qu'elle avait été imaginée et programmée.

Il est donc nécessaire d'abroger la délibération n°CT4/130421/9 en date du 13 avril 2021.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que suite à la crise sanitaire de nombreuses associations subventionnées par la Métropole ont vu leur programme d'activité impacté ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité mettre en place des mesures d'adaptation de règles de procédure et d'exécution des subventions ;
- Qu'une partie des actions de développement touristique confiées à l'OTI du Pays d'Aubagne et de l'Etoile n'a pu être réalisé.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

D'abroger la délibération n°CT4/130421/9 en date du 13 avril 2021.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/051021/6

**Sur le rapport de Serge PEROTTINO
Budget Annexe assainissement du
Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile -
Affectation des résultats de l'exercice 2020**

Selon les textes en vigueur, l'arrêté des comptes du Budget Annexe « Assainissement » du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a été approuvé par le vote du Compte Administratif le 4 juin 2021.

Cet arrêté des comptes permet de déterminer :

- Le résultat de clôture de la section de fonctionnement (d'exploitation) constitué par le résultat comptable constaté à la clôture de l'exercice auquel s'ajoutent les résultats antérieurs de clôture ;
- Le solde d'exécution de la section d'investissement laissant apparaître un besoin/ou un excédent de financement de la section ;

- Les restes à réaliser en dépenses et/ou en recettes qui seront repris au Budget Supplémentaire de l'exercice suivant.

Le besoin de financement de la section d'investissement doit être corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

La procédure, prévue par l'instruction budgétaire et comptable M49, consiste, une fois le résultat de fonctionnement arrêté et constaté lors de l'approbation du Compte Administratif, à l'affecter en priorité à la couverture du besoin de financement de l'investissement. Le surplus éventuel peut soit être affecté à l'investissement en dotation complémentaire, soit être maintenu en section de fonctionnement.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FBPA 006-10082/21/CM du Conseil de la Métropole du 4 juin 2021 approuvant le Compte Administratif 2020 du Budget Annexe du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 5 octobre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

Il est décidé d'affecter l'excédent de fonctionnement du Budget Annexe «

Assainissement » du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile comme suit :

Le résultat de clôture 2020 de la section d'exploitation s'établit à 3 496 473,70 euros.

Le résultat cumulé 2020 de la section d'investissement, incluant les restes à réaliser en recettes, s'élève à -821 108,69 euros.

Il est proposé d'affecter en section d'investissement un montant de 821 108,69 euros prélevé sur l'excédent de la section d'exploitation pour permettre la couverture du besoin de financement de la section.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget Supplémentaire 2021 à l'émission d'un titre de recette au compte 1068, « Autres réserves ».

Le solde de l'excédent d'exploitation qui s'élève à 2 675 365,01 euros est maintenu en section d'exploitation et sera porté en recettes sur la ligne budgétaire codifiée 002 « Résultat d'exploitation reporté ».

Le résultat de clôture de la section d'investissement, hors restes à réaliser, qui s'établit à - 821 108,69 euros sera inscrit en dépenses sur la ligne budgétaire codifiée 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » du Budget Supplémentaire 2021.

AVIS FAVORABLE

CT4/051021/7

**Sur le rapport de Serge PEROTTINO
Budget Annexe du Territoire du Pays
d'Aubagne et de l'Etoile - Adoption du
Budget Supplémentaire de l'exercice 2021**

Dans le cadre des dispositions de l'instruction comptable M 49, le Budget Supplémentaire a pour objet principal de reprendre les résultats ainsi que les restes à réaliser de la section d'investissement constatés au Compte Administratif.

Il permet également de réajuster, en cours d'exercice, les prévisions et / ou les affectations budgétaires.

Le budget supplémentaire détaillé figure en annexe.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 022-9124/20/CM du 17 décembre 2020 approuvant le Budget Primitif 2021 du budget annexe du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 5 octobre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Sont intégrés les restes à réaliser ainsi que les reprises de résultats 2020 du budget annexe « Assainissement » du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile au Budget Supplémentaire 2021 de ce même budget.

Article 2 :

Est adopté le Budget Supplémentaire 2021 du budget annexe « Assainissement » du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile tel que présenté ci-dessus et annexé.

AVIS FAVORABLE

CT4/051021/8

**Sur le rapport de Serge PEROTTINO
Approbation d'une convention avec la ville
d'Aubagne pour la restauration collective et
la fixation du tarif des repas sur le Territoire
du Pays d'Aubagne et de l'Etoile**

Le Pays d'Aubagne et de l'Etoile dispose d'une cuisine qui est un lieu de restauration collective

du personnel mais qui ne peut pourtant pas permettre la fabrication de repas au regard des différentes normes en matière de cuisine collective.

Toutefois, l'espace cuisine peut recevoir, remettre en température et servir des repas pour le personnel du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et des adultes externes.

Dans ce contexte le Pays d'Aubagne et de l'Etoile fait appel depuis de nombreuses années au service de restauration collective de la ville d'Aubagne pour la fabrication et la livraison des repas au siège du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

L'organisation du service public de restauration collective de la ville d'Aubagne prévoit une modification des tarifs des repas qui en découle une fois par an.

A cette fin, une convention est établie entre les deux partenaires.

La présente délibération a également pour objet de fixer le tarif du repas pour l'année 2020-2021.

Il est rappelé que le choix entre l'attribution de titres restaurant et l'accès au restaurant administratif est exclusif.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 5 octobre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de conventionner avec la ville d'Aubagne et de fixer le tarif du repas pour l'année 2020-2021.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 3 :

Est approuvée la convention régissant les rapports entre la ville d'Aubagne et la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant la fabrication et la livraison de repas ci-annexée.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents en découlant.

AVIS FAVORABLE

CT4/051021/9

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Présentation des rapports annuels 2020 des exploitants (régies et SPL) des services publics de l'assainissement et de l'eau potable sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données techniques et financières s'y rapportant.

Conformément à l'article R.2221-52 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Régie personnalisée transmet à la Métropole un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données techniques et financières s'y rapportant.

Ces rapports sont présentés en Commission Consultative des Services Publics Locaux. L'examen de ces rapports est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Les exploitants des services publics de l'eau et de l'assainissement du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ont remis leur rapport pour l'exercice 2020, à savoir :

- SAUR, titulaire du contrat de délégation du service public de l'eau sur la commune d'Auriol
- SPL Eau des collines en charge de l'eau potable sur les communes d'Aubagne, la Penne-sur-Huveaune, Cuges-les-Pins, Saint-Zacharie et du service public de l'assainissement sur l'ensemble des communes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile
- Régie du Bassin Minier et du Garlaban (ex SIBAM) en charge du service public de l'eau potable des communes de Belcodene, Cadolive, la Bouilladisse, la Destrousse, Peypin, St Savournin, Roquevaire

Ces rapports ont pour objet de préciser les activités et travaux réalisés par les exploitants ainsi que les résultats financiers relatifs aux contrats de délégation. Ils détaillent les indicateurs d'activités du service.

Ces rapports sont analysés et contrôlés par les services de l'eau et l'assainissement et sont pris en compte pour la rédaction du Rapport sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau et de l'assainissement (RPQS) 2020.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- L'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et le décret n°2016-86 du 1er février 2016, spécifiant les règles relatives au contenu du rapport annuel élaboré par les délégataires de service public ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de

compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 4 octobre 2021 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 5 octobre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que les activités des délégataires des services publics de l'assainissement et de l'eau doivent faire l'objet d'un rapport annuel relatif à leurs activités ;
- Que les activités des Régies personnalisées et des SPL doivent faire l'objet d'un rapport annuel relatif à leurs activités ;
- Que les rapports annuels des exploitants pour l'année 2020 ont été remis par l'ensemble des prestataires.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

Est pris acte de la présentation des rapports annuels des exploitants (régies à personnalité juridique et morale et autonomie financière et SPL) des services publics de l'eau et de l'assainissement pour l'exercice 2020 du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, remis par les sociétés citées ci-dessus, ci-annexés.

AVIS FAVORABLE

2 non-participations au vote : Serge PEROTTINO et Michel LAN

CT4/051021/10

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Approbation du rapport annuel 2020 sur le Prix et la Qualité des Services Publics de l'eau potable et de l'assainissement métropolitain et des six rapports annuels 2020 sur le Prix et la Qualité des Services Publics de l'eau potable et de l'assainissement des Conseils de Territoire métropolitain

La loi n°95-101 du 2 février 1995, relative au renforcement de la protection de l'environnement, a introduit diverses réformes dans la gestion des services publics de l'eau et l'assainissement.

Cette loi s'inscrit dans une perspective de transparence vis-à-vis des élus et des consommateurs ; L'article 73 de ladite loi, et le code général des Collectivités Territoriales (CGCT) dans ses articles D2224-1 à D2224-5 et ses annexes V et VI, prévoient la réalisation d'un rapport annuel de la Présidente sur les prix et la qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Pour l'année 2020, la Métropole Aix-Marseille-Provence a réalisé le rapport de synthèse Métropolitain commun sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif avec ses annexes :

- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire de Marseille-Provence ;
- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire du Pays d'Aix ;
- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire du Pays Salonais ;
- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire du Pays de Martigues ;
- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire Istres-Ouest-Provence ;
- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Ces rapports ont pour objet de préciser les missions et les objectifs des services publics de l'eau potable et de l'assainissement. Ils détaillent un certain nombre d'indicateurs d'activités des services obligatoires et sont construits le cas échéant en prenant en compte

l'analyse des rapports d'activité des exploitants.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté du 2 décembre 2013 modifiant l'arrêté du 2 mai 2007 relatif aux rapports annuels sur les prix et la qualité des services publics d'eau et d'assainissement ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis des Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que les services publics de l'eau et de l'assainissement de la Métropole doivent faire l'objet d'un rapport annuel relatif aux prix et à la qualité de ces dits services.
- Que ce rapport et ses annexes (RPQS des six Territoires) doivent être présentés au Bureau de la Métropole et mis à disposition du public.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

Sont approuvés le Rapport Annuel sur le Prix et la Qualité du Service de l'eau potable et de l'assainissement de la Métropole Aix-Marseille-

Provence et ses six annexes, ci-joints, pour l'exercice 2020.

AVIS FAVORABLE

2 non-participations au vote : Serge PEROTTINO et Michel LAN

CT4/051021/11

**Sur le rapport de Jean-Jacques COULOMB
Clôture du contrat de mandat de travaux
confié à la SPL Façonéo relatif à l'opération
"Réhabilitation d'une bergerie sur le site
naturel de la Font de Mai à Aubagne"**

Le domaine de la Font de Mai, propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence, se situe au pied du massif du Garlaban en plein cœur des collines du Pays d'Aubagne et de l'Etoile. Il est principalement composé d'une ferme entourée d'une centaine d'hectares de culture, et est le point de départ des balades sur les sentiers de Pagnol. Afin de prévenir les incendies, de participer à l'aménagement et la protection des espaces boisés et des espaces agricoles, il est envisagé la réhabilitation d'une ancienne bergerie située au cœur du domaine. Le bâtiment réhabilité permet l'installation d'un chevrier, dont le du troupeau participe, par éco-pâturage, à l'entretien des sites et à la lutte contre l'incendie. Un contrat de mandat de travaux est confié à la SPL Façonéo, afin d'assurer le pilotage de l'opération.

Dans le cadre de son mandat, la SPL Façonéo a fait réaliser les études de conception jusqu'au stade de la phase faisabilité – programmation. Toutefois, les contraintes budgétaires ont fait évoluer les orientations et ainsi la programmation des travaux. Il convient de clôturer le dit mandat avec l'approbation de son bilan de clôture joint en annexe qui fait apparaître un solde à reverser en faveur le Métropole Aix-Marseille-Provence d'un montant de 10 960 euros.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 052-1332/13/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 créant l'autorisation de Programme n° 174035BP relative à l'opération 2017403700 « Projet Font de Mai » ;
- La décision n°2018/14-CT4 autorisant Madame la Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile à signer le contrat de mandat de travaux pour la réhabilitation d'une bergerie sur le domaine de la Font de Mai ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 5 octobre 2021.

Où il le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de clôturer le contrat de mandat de travaux confié à la SPL Façonéo et d'approuver son bilan de clôture.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 5 :

Est approuvé le bilan de clôture arrêté au 15 avril 2021, ci-annexé, du mandat de travaux passé avec la SPL Façonéo, faisant apparaître un solde à reverser en faveur de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'un montant de 10 960 euros.

Article 6 :

Quitus est donné à la SPL Façonéo pour les missions réalisées dans le cadre dudit mandat.

Article 7 :

La recette correspondante sera constatée au Budget primitif 2021 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section

d'investissement - Nature XXX – Fonction 633
– Sous politique B150 –Code opération n°
2017403700.

AVIS FAVORABLE

CT4/051021/12

**Sur le rapport de Jean-Jacques COULOMB
Clôture du contrat de mandat de travaux
confié à la SPL Façonéo relatif à l'opération
"Rénovation des restanques et
aménagement des accès - Domaine de la
Font de Mai à Aubagne"**

Le domaine de la Font de Mai, propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence, se situe au pied du massif du Garlaban en plein cœur des collines du Pays d'Aubagne et de l'Etoile. Il est reconnu comme un site emblématique des paysages de Provence et représente un des atouts touristiques majeur du Territoire. La topographie en forte déclivité du domaine est sculptée par des restanques qui soutiennent les différentes terrasses. Une opération de rénovation des restanques et d'aménagements des voies d'accès du domaine est envisagée. Un contrat de mandat de travaux est confié à la SPL Façonéo, afin d'assurer le pilotage de l'opération.

Dans le cadre de son mandat, la SPL Façonéo a fait réaliser les études de conception jusqu'au stade du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).

Toutefois, les contraintes budgétaires ont fait évoluer les orientations et ainsi la programmation des travaux. Il convient de clôturer le dit mandat avec l'approbation de son bilan de clôture joint en annexe qui fait apparaître un solde à reverser en faveur le Métropole Aix-Marseille-Provence d'un montant de 29 352.20 euros.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne
et de l'Etoile,**

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 052-1332/13/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 créant l'Autorisation de Programme n° 174035BP relative à l'opération 2017403700 « Projet Font de Mai » ;
- La décision n°2018/15-CT4 autorisant Madame la Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile à signer le contrat de mandat de travaux de réhabilitation des restanques de la Font de Mai ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 5 octobre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de clôturer le contrat de mandat de travaux confié à la SPL Façonéo et d'approuver son bilan de clôture.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 8 :

Est approuvé le bilan de clôture arrêté au 15 avril 2021, ci-annexé, du mandat de travaux passé avec la SPL Façonéo, faisant apparaître un solde à reverser en faveur de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'un montant de 29 352.20 euros.

Article 9 :

Quitus est donné à la SPL Façonéo pour les missions réalisées dans le cadre dudit mandat.

Article 10 :

La recette correspondante sera constatée au Budget primitif 2021 et suivants de la Métropole

AVIS FAVORABLE

CT4/051021/13

**Sur le rapport de Jean-Jacques COULOMB
Clôture du contrat de mandat de travaux
confié à la SPL Façonéo relatif à l'opération
"Aménagement scénographique de la ferme
- Domaine de la Font de Mai à Aubagne"**

Le domaine de la Font de Mai, propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence, se situe au pied du massif du Garlaban en plein cœur des collines du Pays d'Aubagne et de l'Etoile. Il est reconnu comme un site emblématique des paysages de Provence et représente un des atouts touristiques majeur du Territoire. Le domaine est composé d'une ferme qui accueille en son rez-de-chaussée un espace muséal présentant les pièces à vivre et objets reflétant la vie de la ferme d'antan. Une opération de rénovation de l'espace muséal, avec réaménagement des espaces et reprise de la scénographie a été envisagée. Un contrat de mandat de travaux a été confié à la SPL Façonéo, afin d'assurer le pilotage de l'opération.

Dans le cadre de son mandat, la SPL Façonéo a fait réaliser les études de conception jusqu'au stade de la phase PRO/DCE.

Toutefois, les contraintes budgétaires ont fait évoluer les orientations et ainsi la programmation des travaux. Il convient de clôturer le dit mandat avec l'approbation de son bilan de clôture joint en annexe qui fait apparaître un solde à reverser en faveur le Métropole Aix-Marseille-Provence d'un montant de 4 369.02 euros.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne
et de l'Etoile,**

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique

territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 052-1332/13/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 créant l'Autorisation de Programme n° 174035BP relative à l'opération 2017403700 « Projet Font de Mai » ;
- La décision n°2018/11-CT4 autorisant Madame la Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile à signer le contrat de mandat de travaux de l'aménagement scénographique de la ferme de la Font de Mai ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 5 octobre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de clôturer le contrat de mandat de travaux confié à la SPL Façonéo et d'approuver son bilan de clôture.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 11 :

Est approuvé le bilan de clôture arrêté au 15 avril 2021, ci-annexé, du mandat de travaux passé avec la SPL Façonéo, faisant apparaître un solde à reverser en faveur de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'un montant de 4 369.02 euros.

Article 12 :

Quitus est donné à la SPL Façonéo pour les missions réalisées dans le cadre dudit mandat.

Article 13 :

La recette correspondante sera constatée au Budget primitif 2021 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section

d'investissement - Nature 1312 et 1313 – Fonction 633 – Sous politique B150 –Code opération n° 2017403700.

AVIS FAVORABLE

CT4/051021/14

Sur le rapport d'Yves MESNARD

Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM CDC Habitat Social pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 24 logements sociaux dénommée Route des Vignerons PLUS-PLAI située Impasse du Pas de Trets à La Destrousse - Abrogation de la délibération FAG 008-3591/18/CM du 22 mars 2018

Par délibération du 22 mars 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a accordé, à hauteur de 55 %, sa garantie d'emprunt dans le cadre de la réalisation par la SA HLM CDC Habitat Social d'une opération d'acquisition en VEFA de 29 logements sociaux « Route des Vignerons » située Impasse du Pas de Trets à La Destrousse. D'un montant total de 3 559 415 euros, cette opération est financée par un emprunt de 2 356 724 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Cette garantie a été allouée sur la base de l'offre de prêt n°72635 émise par la Caisse des Dépôts et Consignations. Le refus de la commune de La Destrousse à co-garantir cette opération a conduit à la caducité du contrat. Aussi, un nouveau contrat de prêt n°118847 a-t-il été signé entre la SA HLM CDC Habitat Social et la Caisse des Dépôts et Consignations, avec la co-garantie de la Caisse de Garantie du Logement Locatif Social (CGLLS). Ainsi la Métropole est-elle appelée à accorder sa garantie d'emprunt sur la base de ce nouveau contrat de prêt.

Les caractéristiques financières dudit prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

La SA HLM CDC Habitat Social a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2019.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n°91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 008-3591/18/CM du 22 mars 2018 relative à l'approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM CDC Habitat Social pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 29 logements sociaux « Route des Vignerons » située Impasse du Pas de Trets à La Destrousse ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- Le contrat de prêt n°118847 en annexe signé entre la SA HLM CDC Habitat Social et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 5 octobre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la SA HLM CDC Habitat Social a contracté un prêt d'un montant total de 2 356 724 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 24 logements sociaux « Route des Vignerons PLUS-PLAI » à La Destrousse ;
- Que la SA HLM CDC Habitat Social a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- Le refus de la commune de La Destrousse d'octroyer sa garantie pour la réalisation de cette opération ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- L'analyse financière de la SA HLM CDC Habitat Social ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM CDC Habitat Social.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est abrogée la délibération FAG 008-3591/18/CM du 22 mars 2018.

Article 2 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 356 724 euros souscrit par la SA HLM CDC Habitat Social auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les

caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°118847.

Ce prêt, constitué de quatre lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 24 logements sociaux « Route des Vignerons PLUS-PLAI » située Impasse du Pas de Trets à La Destrousse.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM CDC Habitat Social dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée avec accusé de réception de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM CDC Habitat Social pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de trois logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM CDC Habitat Social.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de

garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

AVIS FAVORABLE

CT4/051021/15

Sur le rapport d'Yves MESNARD

Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM CDC Habitat Social pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 5 logements sociaux dénommée Route des Vignerons PLS située Impasse du Pas de Trets à La Destrousse

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 5 logements sociaux « Route des Vignerons PLS » située Impasse du Pas de Trets à La Destrousse.

Portée par la SA HLM CDC Habitat Social, cette opération d'un montant total de 675 920 euros est financée par un emprunt de 393 147 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %, soit 216 230,85 euros et d'une hypothèque conventionnelle en co-garantie, à hauteur de 45 %, soit 176 916,15 euros.

Le recours à une hypothèque conventionnelle est consécutif à l'absence de co-garantie par la commune et à l'impossibilité réglementaire faite à la Caisse de Garantie du Logement Locatif Social de garantir des emprunts PLS. L'hypothèque conventionnelle, conformément aux articles 2413 à 2424 du Code Civil, est constituée par un contrat signé entre l'emprunteur et le créancier devant notaire, qui stipule le bien immobilier concerné, le montant de la somme garantie et le délai de remboursement de la dette. Cette hypothèque est inscrite au bureau des hypothèques. La co-garantie avec une hypothèque conventionnelle est équivalente à une co-garantie avec une collectivité ou avec la CGLLS.

Les caractéristiques financières dudit prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

La SA HLM CDC Habitat Social a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2019.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n°91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n°NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt n°121247 en annexe signé entre la SA HLM CDC Habitat Social et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 5 octobre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la SA HLM CDC Habitat Social a contracté un prêt d'un montant total de 393 147 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 5 logements sociaux « Route des Vignerons PLS » à La Destrousse ;
- Que la SA HLM CDC Habitat Social a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- La mise en place par la SA HLM CDC Habitat Social d'une hypothèque conventionnelle ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- L'analyse financière de la SA HLM CDC Habitat Social ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM CDC Habitat Social.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 393 147 euros souscrit par la SA HLM CDC Habitat Social auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°121247.

Ce prêt, constitué de trois lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 5 logements sociaux « Route des Vignerons PLS » située Impasse du Pas de Trets à La Destrousse.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM CDC Habitat Social dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée avec accusé de réception de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM CDC Habitat Social pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM CDC Habitat Social.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

AVIS FAVORABLE

CT4/051021/16

Sur le rapport d'Yves MESNARD

Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 57 logements sociaux dénommée ZAC des Vigneaux PLUS-PLAI située Lieudit Les Vigneaux à Cuges-Les-Pins - Abrogation de la délibération FAG 020-2678/17/CM du 19 octobre 2017

Par délibération du 19 octobre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a accordé, à hauteur de 55%, sa garantie d'emprunt dans le cadre de la réalisation par la SA HLM Unicil d'une opération d'acquisition en VEFA de 57 logements sociaux « ZAC des Vigneaux PLUS-PLAI » située Lieudit Les Vigneaux à Cuges-les-Pins. D'un montant total de 7 143 351 euros, cette opération devait être financée par un emprunt de 5 020 585 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Cette garantie a été allouée sur la base de l'offre de prêt n° 64779 émise par la Caisse des Dépôts et Consignations. Le refus de la commune de Cuges-les-Pins à co-garantir cette opération a conduit à la caducité du contrat. Aussi, un nouveau contrat de prêt n° 125598 a-t-il été signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations avec la co-garantie de la Caisse de Garantie du Logement Locatif Social (CGLLS). Ainsi la Métropole est-elle appelée à accorder une garantie d'emprunt sur la base de ce nouveau contrat de prêt.

Les caractéristiques financières dudit prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

La SA HLM Unicil a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2019.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n°91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n°NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 020-2678/17/CM du 19 octobre 2017 relative à l'approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 57 logements sociaux « ZAC des Vigneaux » située Lieudit Les Vigneaux à Cuges-les-Pins ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt n°125598 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 5 octobre 2021.

Où il le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la SA HLM Unicil a contracté un prêt d'un montant total de 5 020 585 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 57 logements sociaux « ZAC des Vigneaux PLUS-PLAI » à Cuges-les-Pins ;
- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- Le refus de la commune de Cuges-les-Pins d'octroyer sa garantie pour la réalisation de cette opération ;
- La garantie octroyée par la Caisse de Garantie du Logement Locatif Social ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- L'analyse financière de la SA HLM Unicil ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1

Est abrogée la délibération n°FAG 020-2678/17/CM du 19 octobre 2017.

Article 2

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 5 020 585 euros souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°125598.

Ce prêt, constitué de quatre lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 57 logements sociaux « ZAC des Vigneaux PLUS-PLAI » située Lieudit Les Vigneaux à Cuges-les-Pins.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée avec accusé de réception de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de six logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

AVIS FAVORABLE

CT4/051021/17

Sur le rapport d'Yves MESNARD

Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 24 logements sociaux dénommée ZAC des Vigneaux PLS située Lieudit Les Vigneaux à Cuges-Les-Pins - Abrogation de la délibération FAG 021-2679/17/CM du 19 octobre 2017

Par délibération du 19 octobre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a accordé, à hauteur de 55 %, sa garantie d'emprunt dans le cadre de la réalisation par la SA HLM Unicil d'une opération d'acquisition en VEFA de 24 logements sociaux « ZAC des Vigneaux PLS » située Lieudit Les Vigneaux à Cuges-les-Pins. D'un montant total de 3 020 892 euros, cette opération est financée par un emprunt de 2 416 714 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Cette garantie a été allouée sur la base de l'offre de prêt n°64775 émise par la Caisse des Dépôts et Consignations. Le refus de la commune de Cuges-les-Pins à co-garantir cette opération a conduit à la caducité du contrat. Aussi, un nouveau contrat de prêt n°122674 a-t-il été signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations, avec la co-garantie d'une hypothèque conventionnelle. Ainsi la Métropole est-elle appelée à accorder une garantie d'emprunt sur la base de ce nouveau contrat de prêt.

Le recours à une hypothèque conventionnelle est consécutif à l'absence de co-garantie par la commune, et à l'impossibilité réglementaire faite à la Caisse de Garantie du Logement Locatif Social de garantir des emprunts PLS. L'hypothèque conventionnelle, conformément aux articles 2413 à 2424 du Code Civil, est constituée par un contrat signé entre l'emprunteur et le créancier devant notaire, qui stipule le bien immobilier concerné, le montant de la somme garantie et le délai de remboursement de la dette. Cette hypothèque est inscrite au bureau des hypothèques. La co-garantie avec une hypothèque conventionnelle est équivalente à une co-garantie avec une collectivité ou avec la CGLLS.

Les caractéristiques financières dudit prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

La SA HLM Unicil a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2019.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n°91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n°NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 021-2679/17/CM du 19 octobre 2017 relative à l'approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 24 logements sociaux « ZAC des Vigneaux » située Lieudit Les Vigneaux à Cuges-les-Pins ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;

- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt n°122674 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 5 octobre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la SA HLM Unicil a contracté un prêt d'un montant total de 2 416 714 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 24 logements sociaux « ZAC des Vigneaux PLS » à Cuges-les-Pins ;
- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- Le refus de la commune de Cuges-les-Pins d'octroyer sa garantie conjointe ;
- La mise en place par la SA HLM Unicil d'une hypothèque conventionnelle ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- L'analyse financière de la SA HLM Unicil ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1

Est abrogée la délibération n° FAG 021-2679/17/CM du 19 octobre 2017.

Article 2

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 416 714 euros souscrit par la

SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 122674.

Ce prêt, constitué de trois lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 24 logements sociaux « ZAC des Vigneaux PLS » située Lieudit Les Vigneaux à Cuges-les-Pins.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée avec accusé de réception de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de trois logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

AVIS FAVORABLE

CT4/051021/18

**Sur le rapport de Jean-Marie LEONARDIS
Approbation d'un protocole transactionnel
avec la société SUEZ RV Méditerranée relatif
à l'exploitation des bas de quai des
déchetteries et du centre de transfert du
Pays d'Aubagne et de l'Etoile suite à la
première vague de pandémie de Covid 19,
au printemps 2020**

Le présent protocole transactionnel a pour objet de soutenir le titulaire du marché face aux contraintes nouvelles, extérieures aux parties et imprévisibles au moment de la signature du marché.

Pour fonder le principe d'une aide financière destinée à compenser des difficultés temporaires, la Métropole retient la théorie de l'imprévision conjuguée à l'ordonnance du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de procédure et d'exécution des contrats publics pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de Covid-19.

Pour fonder le principe d'une aide financière destinée à compenser des difficultés temporaires, la Métropole retient la théorie de l'imprévision conjuguée à l'ordonnance du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de procédure et d'exécution des contrats publics pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de Covid-19. Celle-ci prévoit dans son article 6 : « Lorsque l'annulation d'un bon de commande [...] par l'acheteur est la conséquence de mesures prises par les autorités administratives compétentes, dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, le titulaire peut être indemnisé, par l'acheteur, des dépenses engagées lorsqu'elles sont directement imputables à l'exécution d'un bon de commande ».

Il a donc été convenu de prendre des mesures destinées à limiter le bouleversement économique du contrat sans que la Métropole assure l'ensemble des risques de cette crise sanitaire.

Dans ce contexte et dans un souci de mettre un terme amiable et rapide à la présente affaire, les

parties, se sont rapprochées, et ont convenu de régler le différend qui les oppose par des engagements et des concessions réciproques.

Compte tenu de ce qui précède, l'indemnité transactionnelle de 23.850, 86 € TTC sera libérée en un versement par mandat administratif répartie comme suit :

Référence du Marché	Intitulé	Montant de l'indemnisation
Z18113	Exploitation des bas de quai de la déchetterie de Saint-Mitre à Aubagne	7 898,77 € TTC
Z18114	Exploitation des bas de quai de la déchetterie d'Auriol	6 709,71 € TTC
Z18115	Exploitation des bas de quai de la déchetterie de Cuges les Pins	2 127,03 € TTC
Z18116	Exploitation des bas de quai de la déchetterie et du centre de transfert à Peypin	7 115,35 € TTC

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Les marchés n° Z18113, Z18114, Z18115, Z18116 avec l'entreprise Suez RV Méditerranée ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 5 octobre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la Métropole souhaite soutenir le titulaire du marché face aux contraintes nouvelles, extérieures aux parties et imprévisibles au moment de la signature du marché.
- Que la Métropole retient la théorie de l'imprévision conjugée à l'ordonnance n° 319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de procédure et d'exécution des contrats publics pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de Covid-19.
- Qu'il convient de recourir à la procédure transactionnelle afin de permettre le règlement amiable avec la société SUEZ RV MEDITERRANEE.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 14 :

Est approuvé le protocole visant à soutenir financièrement la Société SUEZ RV MEDITERRANEE, titulaire des marchés publics n° Z18113, Z18114, Z18115, Z18116 relatif à l'exploitation des bas de quai des déchèteries et du centre de transfert du Pays d'Aubagne et de l'Etoile face aux contraintes liées à la crise sanitaire, portant sur un montant indemnitaire de 23.850, 86 euros TTC.

Article 15 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole et toutes les pièces relatives à ce protocole.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget annexe Collecte et Traitement des Déchets CT1 4 6 : Opération 7212G120 – Sous-Politique G120 – Nature 611 – Code Gestionnaire : DECH4.

AVIS FAVORABLE

CT4/051021/19

**Sur le rapport de Sophie AMARANTINIS
Approbation d'une convention de gestion de
l'Espace de la Confluence avec la commune
d'Auriol**

La salle de spectacles et des festivités dénommée « Espace de la Confluence » est un équipement réalisé par la Métropole. Par délibération n° CSGE 002-3396/17/CM du 14 décembre 2017, le Conseil de la Métropole a déclaré cette salle d'intérêt métropolitain.

Cette nouvelle structure culturelle est unique sur le Territoire de par sa jauge et ses capacités techniques polyvalentes, mais également un outil pour les différents acteurs culturels ou économiques du territoire, que ce soit en termes d'événementiels, de création ou de diffusion culturelle.

Compte tenu des compétences de la commune d'Auriol et pour des raisons de proximité et d'efficacité, la Métropole et la Commune entendent conclure une convention de gestion pour l'Espace de la Confluence.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne
et de l'Etoile,**

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° CSGE 002-3396/17/CM du 14 décembre 2017 du

Conseil de la Métropole déclarant l'Espace de la Confluence établissement d'intérêt métropolitain ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 5 octobre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient d'établir une convention de gestion permettant de définir les conditions dans lesquelles la Métropole confie à la Commune la gestion et l'animation de l'Espace de la Confluence, dans le respect des prescriptions définies par celle-ci.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 16 :

Est approuvée la convention de gestion de l'Espace de la Confluence pour une durée de 18 mois, à compter du 1^{er} janvier 2022, ci-annexée.

Article 17 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention de gestion ainsi que tous les actes y afférant.

Article 18 :

Les crédits nécessaires seront inscrits en dépense de fonctionnement du budget primitif 2022 et 2023 de l'Etat Spécial de Territoire, chapitre 011 et nature 662875, fonction 020, service gestionnaire 140444.

AVIS FAVORABLE

CT4/051021/20

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Concession Zone d'Aménagement Concerté de La Chapelle à La Bouilladisse - Approbation du Compte-Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2020 de la SPL Façonéo

L'aménagement de la ZAC de La Chapelle à La Bouilladisse a été confié à la SPL Façonéo en

décembre 2013. Cette opération porte sur un périmètre d'environ 15ha à l'est et en continuité du centre-ville de la commune. Le dossier de réalisation a été approuvé en 2015.

Le projet d'aménagement de la ZAC de La Chapelle a été conçu comme une extension du village de la Bouilladisse, et pensé comme un Eco-Quartier urbain. Organisé autour d'un cours central, orienté est/ouest, il intègre dans le parti d'aménagement la future station du Val Tram. Cet élément structurant du projet permet de réunir une mixité d'usages et de fonctions : habitat, commerces, services et équipements. La préservation des espaces boisés et des abords du Tournon permet d'implanter le projet dans un ensemble paysager remarquable. Cette opération très importante pour la commune va accueillir à terme environ 350 logements dont 30% en locatif social, un lycée et un équipement aquatique métropolitain.

L'Etablissement Public foncier Régional (EPFR) a été missionné pour réaliser des acquisitions et le portage foncier de l'opération. Actuellement 5,6 ha sont maîtrisés.

Suite au décalage des travaux liés au Valtram, la décision politique a été prise de suspendre le déroulé de cette opération afin de coordonner la conception de cette opération avec les travaux du TSCP.

Dans le cadre du traité de concession, le concessionnaire est chargé de :

- Acquérir le foncier nécessaire à la réalisation du programme de construction ; sachant que dans cette opération l'EPF PACA est chargé de la maîtrise foncière du terrain d'assiette de l'opération ;
- Procéder à toutes études opérationnelles nécessaires à la réalisation du projet ;
- Démolir les bâtiments existants le cas échéant nécessaire pour la réalisation de l'opération d'aménagement ;
- Réaliser tous les équipements concourant à l'opération globale d'aménagement, intégrés au programme de l'opération en conformité avec le bilan prévisionnel de l'opération ;
- Commercialiser le foncier aménagé ;
- Assurer l'ensemble des tâches de conduite et de gestion de l'opération.

La SPL Façonéo assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le bon

suivi de cette opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, et du comité de pilotage.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi, l'article 25 du traité de concession prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire adresse chaque année un compte-rendu pour examen et approbation du compte rendu financier comportant notamment en annexe :

- Le « bilan » prévisionnel global actualisé, faisant apparaître, d'une part, l'état des réalisations en recettes et en dépenses et, d'autre part, l'estimation des recettes et dépenses restant à réaliser ;
- Le plan global de trésorerie actualisé, faisant apparaître l'échéancier des recettes et des dépenses de l'opération ;
- Un tableau des acquisitions et cessions immobilières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé visé ;
- Une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir ;
- Le cas échéant le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances de trésoreries ;
- Le cas échéant, le compte rendu d'utilisation des subventions versées par les autres personnes publiques, de l'échéancier de ces subventions et de leur encaissement effectif.

Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité :

Suite à la décision politique de suspendre le déroulé de cette opération. Il n'y a pas d'évolution dans la conduite de cette opération en 2020.

Le budget de cette opération est de 17 772 000 € TTC. Aucune évolution n'est observée depuis 2015.

Il fait état d'un total des dépenses à 467 000 € et des recettes à 370 000 €. Le poste des recettes se décompose en 324 000 € d'avance de trésorerie consentie par la Métropole et de 46 000 € de remboursement de TVA sur les premiers frais engagés. Ce bilan fait donc apparaître un déficit de trésorerie de 97 000 €.

A ce stade et sans avoir redémarrer les travaux d'études, il n'est pas envisagé de perspective pour l'année 2021. Le dernier trimestre de l'année consistera à remettre à plat le dossier et évaluer les besoins en reprise d'études de programmation et réglementaires (notamment sur le volet environnemental).

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1411-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2020 de l'opération « ZAC de la Chapelle » ci-joint ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 5 octobre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2020 pour l'opération « ZAC de la Chapelle » à La Bouilladisse transmis par la SPL Façonéo.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

Est approuvé le Compte-rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2020 de l'opération « ZAC de la Chapelle » à La Bouilladisse confié à la SPL Façonéo.

AVIS FAVORABLE

**2 non-participations au vote : Gérard
GAZAY et Alain ROUSSET**

CT4/051021/21

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

**Concession d'aménagement de la Zone
d'Aménagement Concerté de la Chapelle à
La Bouilladisse - Approbation de l'avenant
n°1 à la convention d'avance de trésorerie
avec la SPL Façonéo**

L'aménagement de la ZAC de La Chapelle à la Bouilladisse a été confié à la SPL Façonéo en décembre 2013. Cette opération porte sur un périmètre d'environ 15ha à l'est et en continuité du centre-ville de la commune. Le dossier de réalisation a été approuvé en 2015.

Le projet d'aménagement de la ZAC de la Chapelle a été conçu comme une extension du village de la Bouilladisse, et pensé comme un Eco-Quartier urbain. Organisé autour d'un cours central, orienté est/ouest, il intègre dans le parti d'aménagement la future station du Val Tram. Cet élément structurant du projet permet de réunir une mixité d'usages et de fonctions : habitat, commerces, services et équipements. La préservation des espaces boisés et des abords du Tournon permet d'implanter le projet dans un ensemble paysager remarquable.

Cette opération très importante va accueillir à terme environ 350 logements dont 30% en locatif social, un lycée et un équipement aquatique métropolitain.

L'Etablissement Public foncier Régional (EPFR) a été missionné pour réaliser des acquisitions et le portage foncier de l'opération. Actuellement 5,6 ha sont maîtrisés.

Suite au décalage des travaux liés au Valtram, la décision politique a été prise de suspendre le déroulé de cette opération afin de coordonner la conception de cette opération avec les travaux du TSCP.

Suite à la décision politique de suspendre le déroulé de cette opération. Il n'y a pas d'évolution dans la conduite de cette opération en 2020.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 transmis par le concessionnaire, fait état d'un budget d'opération de 17 772 000 € TTC. Aucune évolution n'est observée depuis 2015.

Il fait état d'un total des dépenses à 467 000 € et des recettes à 370 000 €. Le poste des recettes se décompose en 324 000 € d'avance de trésorerie consentie par la Métropole et de 46 000 € de remboursement de TVA sur les premiers frais engagés. Ce bilan fait donc apparaître un déficit de trésorerie de 97 000 €.

En 2014, le concédant a autorisé une avance temporaire de trésorerie pour cette opération à hauteur de 171 000 € remboursable chaque année. Cette avance contribue au financement du besoin de trésorerie de la ZAC de La Chapelle à La Bouilladisse conformément aux dispositions de l'article 24.1.4 du traité de concession d'aménagement de la ZAC de la Chapelle, signée avec la SPL Façonéo et à l'article L.1523-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Cette avance a été portée à 324 000 € et une nouvelle convention a été approuvée par délibération URBA 023-9673/21/CM du Conseil de Métropole en date du 18 février 2021, avec un remboursement à échéance de la concession.

Au vu du déficit de trésorerie de cette opération et de la nécessité de remettre à plat cette opération, il est proposé par avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie de compléter l'avance de 100 000 € et de la porter à 424 000 € remboursable à échéance de la concession à savoir en janvier 2024.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1411-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2020 de l'opération « ZAC de la Chapelle » ;
- La délibération URBA 023-9673/21/CM du Conseil de Métropole du 18 février 2021 portant approbation d'une convention d'avance de trésorerie remboursable avec la SPL FACONEO ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 5 octobre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Le besoin en trésorerie de l'opération « ZAC de la Chapelle » justifié dans le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 transmis par la SPL Façonéo.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 19 :

Est approuvée l'augmentation de 100 000 euros de l'avance de trésorerie accordée à la SPL Façonéo dans le cadre de la concession d'aménagement relative à la réalisation de la ZAC de La Chapelle.

Article 20 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie portant l'avance à 424 000 euros remboursable avant le 17 janvier 2024.

Article 21 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant avec la SPL Façonéo ainsi que tout document y afférent.

AVIS FAVORABLE

CT4/051021/22

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Clôture de la convention d'aménagement liée à l'opération d'aménagement "Extension de la ZI des Paluds" à Aubagne avec la SEM Façonéo et approbation d'un protocole foncier

Par délibération du 24 Juillet 2002, la Communauté d'Agglomération Garlaban Huveaune Sainte Baume devenu Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile puis Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu avec la SAEMPA devenue SEM FACONEO, une convention publique d'Aménagement pour la réalisation de l'opération d'aménagement dit « Extension de la ZI des Paluds » à Aubagne.

Ce projet, portant sur 17 hectares, en continuité de la zone d'activités existante, avait vocation à accueillir de nouvelles entreprises et permettre l'extension d'entreprises déjà installées sur le site des Paluds.

Le concessionnaire a conduit les études préalables nécessaires à la mise en œuvre du projet, dont des études hydrauliques. La SEM a également acquis du foncier, pour une surface totale de 20 940 m².

Par arrêté du 26 janvier 2015, l'Etat a prescrit l'élaboration d'un Plan de Prévention des Risques Inondation sur la commune d'Aubagne. Les études réalisées par les services de l'Etat ont identifié un aléa fort sur le terrain d'assiette du projet de l'extension des Paluds. Par conséquent, la Commune d'Aubagne a classé le périmètre de l'opération d'aménagement « extension de la ZI des Paluds » en zone agricole dans le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 22 novembre 2015. Le PPRI approuvé le 24 février 2017, classe ce secteur en zone rouge « risque fort » dans lequel toute nouvelle construction est proscrite.

La convention d'aménagement est arrivée à échéance depuis le 30 juin 2016. Au vu du contexte, il convient de clôturer cette opération. Pour ce faire, la SEM a arrêté les comptes au 5 septembre 2018 et à présenter un bilan de clôture à la Collectivité.

De ce bilan de clôture, il apparaît :

Le bilan de clôture élaboré en 2021 laisse apparaître les montants en dépense et en recettes suivants :

- Le total des dépenses s'élève à **895 062,78 € HT**
 - Études 48 972,00 € HT
 - Maîtrise foncière 317 051,27 € HT
 - Charges financières 197 942,86 € HT
 - Divers 3 107,45 € HT
 - Rémunération société 327 989,20 € HT

- Le total des recettes s'élève à **889 732,25 €HT**
 - Produits financiers et de gestion est de 9 732,25 €HT
 - Remboursement de l'avance de trésorerie : 880 000 €HT

Après tout mouvement de clôture, il apparaît donc que la collectivité reste redevable à la SEM Façoneo d'un montant global de **5 330,53 €HT**.

La Métropole Aix-Marseille-Provence et la SEM Façoneo signeront dans les meilleurs délais un acte constatant le transfert de propriété qui sera réalisé en contrepartie du versement directement à la SEM d'un prix correspondant au coût de revient à titre de stock d'opération.

Il s'agit des parcelles suivantes :

- Une parcelle figurant au cadastre de ladite commune, section CT, numéro 332, pour une contenance de 67 ares 00centiares.
- Une parcelle figurant au cadastre de ladite commune, section CT, numéro 312, pour une contenance de 1 are 95centiares.
- Une parcelle figurant au cadastre de ladite commune, section CT, numéro 314, pour une contenance de 35 centiares.
- Une parcelle figurant au cadastre de ladite commune, section CT, numéro 594, pour une contenance de 66 ares 20 centiares.
- Une parcelle figurant au cadastre de ladite commune, section CT, numéro 333, pour une contenance de 73 ares 90 centiares.

Le Traité de Concession étant arrivé à échéance au 30 juin 2018, il importe à la collectivité d'en approuver le protocole d'accord de clôture qui en précise les conditions et de donner à son concessionnaire quitus de sa mission.

Un bilan de clôture a été arrêté par la SEM Façoneo, annexé à la présente, pour déterminer la situation financière et comptable définitive de l'opération d'aménagement.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégations de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 5 octobre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la concession d'aménagement de l'extension est arrivé à échéance.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 22 :

Est approuvé le bilan de clôture de concession d'aménagement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SEM Façoneo, annexé au présent rapport.

Article 23 :

Est donné quitus de sa mission à la SEM Façoneo pour cette opération.

Article 24 :

Les dépenses seront imputées sur le budget principal :

- chapitre 21 nature 2111, pour le foncier
- chapitre 26 pour le remboursement études et autres frais

La recette équivalent au remboursement de l'avance de trésorerie d'un montant de 880 000 euros sera versée chapitre 27 nature 274.

Article 25 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé actant le transfert de propriété des parcelles section CT, numéro 312, 314, 332, 333 et 594.

Article 26 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signé ce protocole foncier.

AVIS FAVORABLE

CT4/051021/23

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "Requalification Sécurisation QPV-QVA Aubagne"

Dans le cadre de l'exercice de la compétence déléguée au Territoire Politique de la Ville, des interventions sont programmées dans le cadre de la Gestion Urbaine et Sociale de Proximité (GUSP) par le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile dans les quartiers en politique de la ville.

Un budget d'investissement d'un montant de 26 213,00 € a été alloué en 2020 afin de répondre aux demandes issues de concertations avec les habitants et autres partenaires en cours d'année. Il s'agit de requalification d'espaces par des travaux d'aménagement, de réfection et de sécurisation dans le quartier prioritaire du Charrel et dans les quartiers de veille active Tourtelle, Palissy/Ganteaume et Centre-ville situés sur la commune d'Aubagne.

En application de l'article L.2113-13 du Code de la Commande publique, le marché sera réservé à des structures d'insertion par l'activité économique mentionnées à l'article L.5132-4 du Code du travail et à des structures équivalentes, lorsqu'elles emploient une proportion minimale, fixée par voie réglementaire, de travailleurs défavorisés.

L'opération d'investissement 2020400700 - Requalification Sécurisation QPV-QVA Aubagne, d'un montant de 26 213 € TTC inscrite au budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile enregistrée dans l'autorisation de programme 204103BP du programme 10 - Développement urbain de la Métropole doit être révisée pour un montant de 33 787 euros T.T.C.

Cette révision porte le montant de l'opération 2020400700 de 26 213 € T.T.C à montant révisé 60 000 euros T.T.C.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DEVT 018-7968/19/CM du 19 décembre 2019 portant création de l'opération « Travaux d'amélioration du cadre de vie des quartiers en politique de la ville » ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 5 octobre 2021.

Où il le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 33 787 euros T.T.C de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total 60 000 euros T.T.C. de l'opération d'investissement.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 27 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement 2020400700 - Requalification Sécurisation QPV-QVA Aubagne pour un montant de 33 787 euros T.T.C rattachée au programme 10 - Développement urbain Code révision et l'affectation de l'opération d'investissement 2020400700 - Requalification Sécurisation QPV-QVA Aubagne AP 204103BP portant le montant total de l'opération à 60 000 euros T.T.C.

Article 28 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le Budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

CP 2020 : 26 213 euros T.T.C.

CP 2021 : 29 500 euros T.T.C.

CP 2022 : 4 287 euros T.T.C.

AVIS FAVORABLE

CT4/051021/24

**Sur le rapport de Serge PEROTTINO
Approbation de l'avenant n°1 à la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la SPL Façonéo et la RDT13 pour l'avitaillement des bus GNV du réseau des Lignes de l'Agglo sur le dépôt de Gémenos-Aubagne de la RDT13**

Par délibération n° TRA 020-7337/19/BM du 19 décembre 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé une convention d'avitaillement en gaz, des Bus GNV du réseau des Lignes de l'Agglo, sur le dépôt de Gémenos de la régie des transports RDT13.

L'objet de cet avenant n°1 est de modifier plusieurs points de la convention initialement signée.

Il précise certains éléments entrant dans le calcul du prix du GNV :

- Le coefficient de conversion de la molécule de gaz achetée en m3 mais facturée en kilogramme.
- Le coefficient de la quote-part de l'électricité rentrant dans le calcul du prix du GNV.

Cet avenant donne également à Façonéo la possibilité d'utiliser les installations de tunnel de lavage de la RDT pour les véhicules des Lignes de L'Agglo. Ce que ne prévoyait pas la convention initiale.

Enfin, la convention initiale prévoyait la mise à disposition de locaux. Cet avenant y met un terme puisque cette option n'a pas été mise en œuvre par accord entre les parties.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° TRA 002-3240/17 CM du 4 décembre 2017 relative à la transition énergétique du parc de bus et cars de la Métropole ;
- La délibération N° TRA 012-6417/19/CM du 20 juin 2019 pour l'acquisition de bus GNV hybrides pour le réseau des Lignes de l'Agglo ;
- La délibération N° TRA 020-7337/19/BM du 19 décembre 2019 relative à la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la SPL Façonéo et la RDT13 pour l'avitaillement des bus GNV du réseau des Lignes de l'Agglo sur le dépôt de Gémenos-Aubagne de la RDT13 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 5 octobre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant :

- Que cet avenant précise après 9 mois d'exploitation les conditions de facturation de la fourniture de GNV.
- Que cet avenant propose une prestation complémentaire de mise à disposition de la SPL Façonéo des infrastructures de lavage moyennant un forfait mensuel.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 29 :

Est approuvé l'avenant n° 1 ci-annexé, à la convention d'avitaillement en GNV de véhicules de transport public de voyageurs et services associés entre la Métropole, la RDT13 et Façonéo.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

AVIS FAVORABLE

CT4/051021/25

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Approbation de l'avenant n°1 au contrat de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée confié à la SPL Façonéo pour la réalisation d'une voirie d'accès au pôle d'échanges multimodal d'Aubagne

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. L'Agenda de la Mobilité métropolitain approuvé par le conseil de la Métropole le 15 décembre 2016, place l'innovation et la complémentarité entre les modes de transports au cœur de sa première phase d'actions des années 2017 à 2020.

Par délibération n° TRA 031-5121-18-CM du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a donc décidé de réaliser des travaux sur le pôle d'échanges multimodal d'Aubagne en vue d'améliorer les conditions de circulation pour les transports en commun.

Ces travaux ont été par la suite confiés à la SPL "Façonéo" par contrat de mandat de Maîtrise

d'Ouvrage Déléguée notifié le 4 mai 2019. Ils consistent en la création d'une voirie à l'est du pôle d'échanges située sur d'anciens terrains SNCF acquis par la Métropole. Cette voirie permettra d'améliorer les temps de parcours des lignes du réseau de bus local, notamment l'actuelle ligne 1, future ligne de Bus à Haut Niveau de Service, qui dessert les 12 000 salariés des zones industrielles et commerciales situées aux Paluds. L'équipement sera également emprunté par les lignes de cars en direction d'Aix-en-Provence et La Ciotat, futures lignes du Réseau Express Métropolitain.

Les travaux de la voirie d'accès au pôle d'échanges multimodal d'Aubagne faisaient à l'origine partie du projet global de l'extension du tramway Val'Tram, dont les études se sont déroulées entre janvier 2016 et février 2018.

Lorsque le projet du Val'Tram a été suspendu en juillet 2018, il a été décidé de créer une opération spécifique pour cette voirie d'accès de manière à pouvoir la réaliser indépendamment du projet du Val'Tram.

Le montant de l'Autorisation de Programme relative à cette voie d'accès a été déterminé en extrayant du montant de l'estimation globale du dossier PRO du projet Val'Tram les éléments de chiffrage de ladite voie.

Cependant, lors de cette répartition financière, il n'a pas été tenu compte des éléments suivants, ce qui a conduit à une sous-évaluation de l'opération :

- Le chiffrage extrait de l'estimation globale du projet Val'Tram bénéficiait d'un effet d'échelle du projet global avec des niveaux de prix relativement bas étant donné le volume très important de travaux ; pris indépendamment, les travaux de l'unique voirie d'accès d'une ampleur beaucoup plus modeste ne bénéficient plus de cet effet d'échelle et les niveaux de prix des consultations seront plus élevés que ceux pris en compte dans le cadre de l'extension du Val'Tram ;
- Les postes généraux de l'estimation du Val'Tram s'appliquaient à l'ensemble de l'opération y compris la voirie d'accès au pôle d'échanges ; lors de la répartition financière, la fraction des postes généraux liés aux travaux (installations de chantier, études d'exécution, récolement et signalisation

de chantier) doivent être pris en compte ;

- Les travaux de démolition des bâtiments SNCF dans l'emprise de la future voirie d'accès ont été sous-estimés du fait notamment d'une réalisation partielle des diagnostics amiante et mâchefer ;
- Le chiffrage du carrefour à feux à l'est de la future voirie, indispensable à sa mise en service indépendamment de tout autre projet, n'a pas été inclus dans l'enveloppe financière de l'opération.

Par ailleurs, l'opération du Val'Tram ayant été actée, la mise en service de cette voirie d'accès au plus tôt est désormais indispensable pour dévier le trafic pôle d'échange vers le Nord et l'Est d'Aubagne et permettre notamment de réaliser les gros travaux de déviation de réseau dans la rue Barthélémy avant le démarrage des travaux de la plate-forme du tramway Val'tram prévus au printemps 2023.

Enfin, il convient de prendre également en compte le décalage du planning de réalisation de l'opération.

En effet, suite à une première consultation de maîtrise d'œuvre infructueuse et une seconde consultation déclarée sans suite par décision de la Métropole Aix Marseille Provence, une nouvelle consultation a été lancée. La maîtrise d'œuvre de l'opération a été confiée au groupement SCE / DUMETIER DESIGN / ETUDEA, par décision en date du 12 Février 2021. La mission de Maîtrise d'Œuvre a par la suite été suspendue après la remise de l'AVP en avril 2021 suite à constatation de l'impossibilité de réaliser le programme de l'opération pour l'enveloppe financière initialement prévue.

Compte tenu des éléments énumérés ci-dessus, il convient par voie d'avenant au contrat de mandat de la SPL "Façonéo » de procéder à :

- L'augmentation de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération initialement fixée à 1 490 00,00 € TTC à un montant de 2 010 000,00 € TTC par son article 2 ;
- La modification de la rémunération de la SPL Façonéo pour l'exécution de son contrat de mandat fixée à 55 080,00 € TTC à un montant de 60 588 € TTC et

de la décomposition de la rémunération forfaitaire associée par son article 3 ;

- Au décalage du planning de l'opération en modifiant la date de réception des travaux de février 2021 à mars 2023 par son article 4 ;
- La modification de l'Annexe 2 - Eléments financiers prévisionnels et de l'Annexe 3 - Planning prévisionnel par son article 5.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° TRA 031-5121-18-CM du 13 décembre 2018 du Conseil de Métropole Aix- Marseille-Provence approuvant le programme et l'enveloppe financière de l'opération relative à la réalisation d'une voirie d'accès au pôle d'échanges multimodal de transport d'Aubagne ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 5 octobre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 30 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et à prendre toute disposition y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires à l'opération 2019001400 – Voie d'accès Pôle d'échanges de transport d'Aubagne sont inscrits au Budget Annexe Transport de la Métropole Aix Marseille Provence – Nature : 2031 – Sous-politique : C210 et Nature : 238 – Sous-politique : C210.

AVIS FAVORABLE

CT4/051021/26

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Approbation du bilan de la concertation préalable pour l'extension de la ligne de tramway entre Aubagne et La Bouilladisse (VAL'TRAM)

Le projet Val'Tram consiste à réaliser une extension de 14,4 km de la ligne de tramway entre la gare d'Aubagne et La Bouilladisse en utilisant les emprises de l'ancienne voie ferrée de Valdonne.

Ce projet est identifié comme un axe prioritaire dans le traitement de la question des déplacements sur le Pays d'Aubagne et de l'Etoile. Il figure dans le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, dans l'Agenda de la Mobilité de la Métropole adopté en décembre 2016 et dans le projet de PDU métropolitain arrêté en décembre 2019.

Le principe d'extension du réseau de tramway entre Aubagne et La Bouilladisse a été adopté par :

- délibération TRA 023-1398/16/CM du 15 décembre 2016, approuvant la création et l'affectation d'une autorisation de programme relative au projet d'investissement du tramway Val'Tram entre La Bouilladisse et Aubagne ;
- délibération n° TRA 003-7092/19/CM du 24 octobre 2019, approuvant la révision du programme et l'affectation de l'opération d'investissement d'un

tramway entre Aubagne et La Bouilladisse ;

- délibération MOB 017-9287/20/CM du 17 décembre 2020 approuvant la nouvelle répartition et l'affectation de l'autorisation de programme relative au projet d'investissement de tramway entre Aubagne et La Bouilladisse – Val'Tram.

Le projet dessert cinq communes de la Métropole (La Bouilladisse, La Destrousse, Auriol, Roquevaire et Aubagne) avec onze nouvelles stations situées au plus proche des lieux d'habitations. Le projet dessert également un bassin plus large via des lignes de bus en rabattement (Saint Zacharie, Peypin, Cadolive, ...) et des parkings relais. Au total, un bassin de 60 000 personnes est concerné par le projet.

La ligne complète sera exploitée avec les huit rames Citadis Compact propriété de la Métropole et quatre rames supplémentaires à acquérir. L'intermodalité du projet est assurée par l'aménagement de 3 parcs relais et de poches de stationnement de proximité pour un total de 500 places en libre accès. Cette ligne sera interconnectée au TER et aux lignes de cars express métropolitaines de transport présentes en gare d'Aubagne et reliant les principales agglomérations : Marseille, La Ciotat, Toulon, Aix en Provence, ainsi que la zone des Paluds (BHNS). Des stationnements vélos sont également prévus sur chacune des stations.

Par délibération MOB 002-9641-21-CM du 18 février 2021, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le lancement et a fixé les modalités de la concertation préalable pour l'extension de la ligne de tramway entre Aubagne et La Bouilladisse (VAL'TRAM).

Le public a été informé de cette procédure par les moyens de communication suivants :

- Par voie de presse, le lundi 3 mai dans Made In Marseille, le mardi 4 mai 2021 dans La Marseillaise, le mercredi 5 mai 2021 et le jeudi 20 mai 2021 dans La Provence,
- Par voie d'affichage dans les sept lieux d'accueil de cette concertation que sont le siège de la Métropole, le siège du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, les mairies d'Aubagne, de Roquevaire, d'Auriol, de La Destrousse et de La Bouilladisse,
- Par la mise en ligne de l'information sur le site internet de la Métropole ainsi que

sur le site <https://www.registre-numerique.fr/>,

- Par la mise en ligne sur les réseaux sociaux de la Métropole (Facebook, Twitter et LinkedIn).

L'information a été relayée également par les communes concernées via leurs journaux et magazines municipaux, ainsi que leurs réseaux sociaux.

La concertation s'est déroulée du lundi 3 mai 2021 au dimanche 30 mai 2021, dans le strict respect des modalités prévues par la délibération de lancement.

Une réunion publique de concertation s'est tenue en visio-conférence en raison de la crise sanitaire le mardi 18 mai 2021.

Des expositions publiques des panneaux de présentation du projet se sont tenues au siège de la Métropole au Palais du Pharo, au siège du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ainsi que dans les cinq mairies des communes traversées par le projet (Aubagne, Roquevaire, Auriol, La Destrousse et La Bouilladisse). Des dépliants de présentation de l'opération étaient également disponibles sur les lieux d'exposition et dans les mairies des communes du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Les moyens d'expression proposés au public étaient les suivants :

- Des temps d'échanges lors de la réunion publique ;
- Un registre numérique dédié à l'opération sur le site internet <https://www.registre-numerique.fr/>;
- Une adresse mail dédiée valtram@mail.registre-numerique.fr permettant également de donner son avis ;
- Des registres papiers mis à disposition du public sur les lieux d'exposition ;
- Une adresse postale pour recevoir les avis par courriers.

La concertation sur le projet de Val'tram s'est déroulée dans de bonnes conditions : plus de 100 personnes ont participé à la réunion publique et 448 avis écrits ont été réceptionnés tous supports confondus.

Le bilan de la concertation est présenté dans un document annexé à la présente délibération. Il expose le déroulement complet de cette concertation. Les contributions du public sont regroupées de manière thématique.

Il ressort principalement de ce bilan :

- Un accueil majoritairement favorable à plutôt favorable du projet, projet respectueux de l'environnement, offrant une alternative au tout voiture ;
- Des contributions relatives au support des documents de concertation ;
- Des questionnements quant aux choix du tramway relativement à d'autres modes de transports, au coût du projet, aux performances du Val'TRAM, et à ses conditions d'exploitation ;
- Des contributions sur les mobilités douces et le report modal : les aménagements vélo le long de l'itinéraire, le dimensionnement des parkings en lien avec les stations, les modes de rabattement et les effets du projet sur la circulation automobile ;
- Des questionnements quant aux nuisances usuelles que représente la création d'une ligne de transport en commun en site propre : nuisances sonores et visuelles notamment, impact écologique du projet.

Il est donc proposé par la présente délibération de procéder à l'approbation du bilan de la concertation préalable relative à l'extension de la ligne de tramway entre Aubagne et La Bouilladisse (VAL'TRAM).

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le code de l'Urbanisme et notamment l'article L103-2 et L103-6 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération TRA 023-1398/16/CM du 15 décembre 2016, approuvant la création et l'affectation d'une autorisation de programme relative au projet d'investissement du tramway Val'Tram entre La Bouilladisse et Aubagne ;
- La délibération TRA 003-7092/19/CM du 24 octobre 2019, approuvant la révision du programme et l'affectation de l'opération d'investissement d'un tramway entre Aubagne et La Bouilladisse ;
- La délibération MOB 017-9287/20/CM du 17 décembre 2020 approuvant la nouvelle répartition et l'affectation de l'autorisation de programme relative au projet d'investissement de tramway entre Aubagne et La Bouilladisse – Val'Tram ;
- La délibération MOB 002-9641/21/CM du 18 février 2021, approuvant le lancement de la concertation préalable concernant le Tramway entre Aubagne et La Bouilladisse ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile réaffirmant le principe de mise en œuvre d'une politique d'urbanisation en lien avec les projets de TCSP sur le territoire du 13 avril 2021 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 5 octobre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient d'arrêter et d'approuver le bilan de la concertation préalable relative à l'extension de la ligne de tramway entre Aubagne et La Bouilladisse (VAL'TRAM) qui s'est déroulée du 3 mai 2021 au 30 mai 2021.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 31 :

Est approuvé le bilan de la concertation préalable portant sur l'extension de la ligne de tramway entre Aubagne et La Bouilladisse (VAL'TRAM), ci-annexé.

Article 32 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à lancer toutes les procédures administratives nécessaires à la poursuite de l'opération.

AVIS FAVORABLE